

Unité départementale du Rhône
Cellule Risques Technologiques
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OXYANE

76 Avenue de Marboz - BP 7130
01000 Bourg-en-Bresse

Références : UDR-CRT-24-116-HD
Code AIOT : 0006103857

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement OXYANE implanté Zone Portuaire de Villefranche 69400 Villefranche-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 16/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance (PAC) daté du 08/07/2024, transmis par courriel le 18/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OXYANE
- Zone Portuaire de Villefranche 69400 Villefranche-sur-Saône
- Code AIOT : 0006103857

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Villefranche-sur-Saône comprend 3 sociétés distinctes: la société OXYANE, la société Bernard (Silo 4 sans personnel sur site) et la société de gestion indépendante (GEI) conjointe pour la gestion des installations/moyens communs. L'ensemble des installations est exploité par OXYANE. La société OXYANE (ex Terre d'Alliances) est autorisée à exploiter l'installation par arrêté préfectoral du 06 mai 2013 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a analysé le dossier de porter à connaissance daté du 08/07/2024 concernant la mise en conformité des réseaux de collecte des eaux du site et fait les constats suivants.

L'exploitant n'a pas analysé la conformité réglementaire ni l'impact des évolutions projetées sur son arrêté préfectoral.

D'après l'analyse du dossier par l'inspection, il manque des éléments d'appréciation, notamment :

- L'identification des points de rejet (avec coordonnées géographiques);
- La localisation du réseau d'eaux usées et du point de rejet associé (avec coordonnées géographiques);
- La localisation du réseau AEP;
- Le dimensionnement et le fonctionnement du nouveau séparateur;
- Le fonctionnement du réseau en cas d'incident et plus particulièrement le dimensionnement des rétentions et les procédures d'isolement du site en cas d'incendie. L'inspection note suite à la visite de site que les vannes doivent être identifiées et que le principe de fonctionnement peut être simplifié;
- Les impacts sur la loi sur l'eau notamment les évolutions au regard de la rubrique 2150.2 "Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol";
- Le planning d'exécution des travaux qui doit permettre le respect de la mise en demeure actuellement en vigueur sur l'établissement.

De plus, le dossier doit définir si les évolutions projetées par l'exploitant à l'installation est une modification substantielle de l'installation conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Autorisation de déversement d'eaux usées dans les égouts	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	publics			
4	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.2.4.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de l'analyse et des constats établis par l'inspection, l'exploitant doit compléter son dossier de porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs....) • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
<p>Constats :</p> <p>En réponse à la visite d'inspection du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué par courrier du 25/03/2023 « nous vous faisons parvenir le plan complété réalisé en date 01.12.2023 par le bureau d'étude Cortambert Travaux Publics, qui répond à toutes les exigences évoqués dans le constat » L'inspection constate qu'il manque sur le plan daté du 01/12/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les vannes d'isolement les points de rejet. <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté l'arrivée du réseau AEP derrière les bungalows</p>

administratifs qui ne figure pas sur le plan des réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète son plan conformément aux prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié. Le plan modifié est annexé au dossier de PAC complété.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.3.5
Thème(s) : Situation administrative, Effluents aqueux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes ...
Constats : La visite de terrain a permis d'identifier l'ensemble des points de rejets existants et de localiser les points de rejet projetés. L'inspection constate que ces points ne sont pas correctement identifiés à l'article 4.3.5 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 06/05/2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète son dossier de PAC pour identifier et caractériser les points de rejet existants et projetés. Il indique pour chaque point de rejet : <ul style="list-style-type: none"> • Les coordonnées géographiques; • La nature des effluents; • L'exutoire du rejet; • Le traitement avant rejet; • Le milieu naturel récepteur ou la station de traitement collective; • Les conditions de raccordement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Autorisation de déversement d'eaux usées dans les égouts publics

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34

Thème(s) : Risques chroniques, Raccordement à une station d'épuration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. « L'étude d'impact ou l'étude d'incidence comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude précitée, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas d'autorisation de déversement pour la collecte de ses eaux dans les égouts publics, délivrée par la collectivité territoriale à laquelle appartiennent les ouvrages empruntés. Tout déversement d'eaux dans le réseau public de collecte doit préalablement être autorisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son dossier de PAC par un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.</p> <p>L'exploitant transmet une copie de l'autorisation de déversement à l'inspection des installations classées. A défaut, il justifie que les démarches sont engagées auprès de la collectivité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.</p>
Constats :

Le dossier de PAC daté du 8 juillet 2024 identifie de nombreuses vannes d'obturation des réseaux. Sur le terrain, l'inspection constate que :

- L'une des vannes est recouverte par la végétation et que l'exploitant a du mal à la repérer. L'inspection préconise la mise en place d'une signalétique fixe adaptée.

- Les vannes de sectionnement ne sont pas équipées d'un actionneur et la fermeture de la vanne nécessite une clef que l'exploitant doit aller chercher dans ses locaux administratifs. L'inspection préconise la mise en place d'actionneur fixe sur le terrain.

- En cas d'incident, l'exploitant ou les services de secours devront fermer plusieurs vannes pour isoler un même secteur. L'inspection préconise de simplifier le système d'isolement et de limiter le nombre de vanne à fermer en cas d'incident pour le rendre rapidement opérationnel.

De plus, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de consignes indiquant le fonctionnement des vannes et la mise en œuvre de l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place des consignes opérationnelles et annexe ces consignes à son dossier de PAC.

Il s'assure de la cohérence de ses consignes avec les données de l'EDD du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois